

Édité par des militants toulousains anticapitalistes de l'aéronautique

Mardi 2 septembre 2025

À partir du 10 septembre, par la grève, stoppons toutes les politiques au service des patrons !

Le contre-feu de Bayrou, appeler à un vote « *de confiance* » à l'Assemblée deux jours avant la mobilisation du 10 septembre, n'a pas touché toutes celles et ceux qui préparent activement ou qui attendent avec impatience ce jour « *pour tout bloquer* ». Au contraire, même, cela décuple l'envie d'en être, pour braver ce pouvoir si servile avec les riches et les patrons. Dimanche soir, l'encore Premier ministre y allait de sa petite concession : ne nous voler qu'un jour de congé au lieu de deux, mais il reste inflexible sur le vol de deux ans de nos vies sur les retraites. Ça met en rage et il faut que ça se voie !

Ce n'est pas à nous de payer les 44 milliards de Macron-Bayrou !

Ce « plan » d'économies est une déclaration de guerre aux travailleurs et aux classes populaires faite au nom du patronat et de la bourgeoisie. Sous prétexte de nous faire payer leur dette, Macron-Bayrou cherchent à nous faire les poches pour financer l'augmentation de plus de 50 % du budget de l'armée depuis 2017 et, surtout, les 211 milliards d'euros annuels de subventions aux entreprises, c'est-à-dire à leurs PDG et actionnaires.

Ils veulent supprimer 3 000 emplois dans la fonction publique et geler les salaires, baisser la durée d'indemnisation du chômage pour les travailleurs privés d'emploi, geler les pensions et supprimer l'abattement de 10 % d'impôts pour les retraités. Et, comble de l'indécence, ils veulent allonger le délai de carence des arrêts-maladie à sept jours, augmenter les franchises et supprimer ou réduire le remboursement de médicaments essentiels, y compris pour une partie des affections longue durée. Sans oublier la remise en question de la cinquième semaine de congés payés... Rien que ça !

La colère ouvrière n'aspire qu'à éclater, personne ne doit la canaliser !

Pendant que les organisations syndicales « pétitionnaient » durant tout l'été, se défaient ou se démarquaient de l'appel au 10 septembre, des assemblées se sont réunies dans de nombreuses villes pour préparer cette date pour « *bloquer le pays* ».

Et cela a provoqué des grandes manœuvres au sein de tous les appareils politiques et syndicaux qui ont peur que ce mouvement, sans contrôle de leur part, débouche sur une grève qui s'étende et balaye tout sur son passage.

Très vite, le RN, Bardella, Le Pen, ont dit qu'ils n'avaient rien à voir avec le mouvement et se sont placés comme alternative... pour taper encore plus fort contre les services publics et les travailleurs immigrés. Le PS, né avant la honte, se propose désormais pour gouverner... à la tête d'une gauche plurielle... avec Macron ! Mais sans la France Insoumise, qui, elle, appelle à la grève générale, pour faire tomber Macron... et tout dévier vers une élection présidentielle anticipée dont rien de bon ne peut sortir car quel que soit le futur élu, ce sera le patronat qui fera sa loi.

Du côté des directions syndicales « unies », plutôt que d'appeler au 10 septembre, elles inventent une journée de mobilisation le 18.

Quant à celles qui appellent au 10, dont la CGT, c'est sous la pression du succès annoncé du 10.

Décidément, pour gagner, réunissons-nous, organisons-nous à la base !

Renforçons la mobilisation dès maintenant : nous avons besoin de discuter entre collègues pour voir jusqu'où chacun se sent prêt à aller, comment construire et étendre un vrai mouvement « qui bloque tout » : pour battre Macron et le patronat, et construire une grève qui s'étende jusqu'à devenir générale. Bloquer, c'est faire grève.

Bayrou veut se faire hara-kiri : bon débarras. Mais quel que soit le gouvernement qui sortira des prochains soubresauts parlementaires, ce sera un gouvernement de combat contre les travailleurs. Faisons remballer le plan Bayrou et tous ses clones.

Imposons l'augmentation généralisée des salaires, personne ne peut vivre avec moins de 2000 euros par mois ! Imposons l'interdiction des licenciements et l'embauche massive dans les services publics. De l'argent il y en a dans les caisses du patronat !

Nous contacter : npa-c31@proton.me / instagram : [npa_revo_toulouse](#) / X : [@npa_revo](#)

Si ce tract t'as plu, fais le circuler

Airbus Grande-Bretagne : la direction lâche du lest mais il n'est pas dit qu'elle évite la grève

Alors que 90 % des 3000 monteurs et ingénieurs des usines de Broughton et Filton (qui emploient au total 8500 travailleurs) avaient voté pour une grève à partir du 2 septembre (9 jours de grève, étalés jusqu'au 19 septembre) la direction a fait une nouvelle offre salariale.

On ne connaît pas le contenu de cette nouvelle offre mais elle a suffi pour que le syndicat UNITE reporte la grève et annonce une consultation des travailleurs sur cette offre d'ici le 19 septembre, avec grève dès le 23 septembre en cas de refus de cette offre.

Rappelons que jusqu'à présent la direction proposait une hausse salariale annuelle de 3,3 % puis 0,3 % et janvier 26. Et cela alors que l'inflation officielle est de 3,8 % et que les bénéfices d'Airbus explosent et qu'Airbus gave ses actionnaires.

Cette tentative de la direction d'éviter la grève est bien sûr liée au fait qu'un avion sans ailes, ça ne vole pas. Or c'est dans ces 2 usines qu'on fabrique toutes les voitures des airbus commerciaux... Mais gageons que les travailleurs ne se contenteront pas de l'ajout de quelques miettes...

Ce climat social en Grande Bretagne a de quoi nous inciter à entrer nous aussi en action.

À trop simplifier...

Le directeur stratégique d'Airbus est intervenu au Sénat pour demander plusieurs choses : un peu moins de cotisations patronales, un peu plus de simplifications administratives.

Sinon, selon lui, Airbus va devoir développer des sites à l'étranger où ce serait moins cher et plus simple. Le moins cher et le plus simple serait déjà de pas filer gratos 50 % du bénéfice aux actionnaires ou de ne pas augmenter le salaire du patron de 40 %.

Un petit effort d'imagination ...

Guillaume Faury, PDG d'Airbus, s'est beaucoup exprimé publiquement, pour dire grosso modo que le frein au développement de l'industrie et d'Airbus ce serait le modèle social français.

Difficile d'imaginer que les infirmières en sous-effectif ou que des élèves dans des classes en sureffectif soient un véritable frein à quoi que ce soit, sinon à notre bonne humeur, mais si le patron le dit...

Les ficelles sont grosses

Coincidence ? À peine quelques mois après que Guillaume Faury et à peu près tous les PDG du CAC40 se soient indignés de ne pas recevoir assez d'argent de l'État, Bayrou présente son budget pour l'année : encore moins d'argent dans les hôpitaux et dans l'éducation et encore plus de budget pour l'armée et l'industrie d'armement.

Le 10 septembre, contre notre patron !

Alors Bayrou peut bien dégager et Macron aussi, on ne va pas les pleurer, mais les véritables chefs d'orchestre de ces attaques contre nos conditions de vie et de travail, ce sont les patrons. Et Guillaume Faury n'échappe pas à la règle !

Fais ce que je dis, pas ce que je fais

François Bayrou ne cesse de lancer des appels à faire des économies et à s'en tenir à une rigueur budgétaire stricte. Mais il ne semble pas être entendu par Bayrou François, maire de Pau. Ce dernier a en effet décidé de faire rénover de façon luxueuse son bureau à la mairie pour une somme de... 40 000 euros.

Une nouvelle flottille pour Gaza

La « Global Sumud Flotilla » est un convoi d'une dizaine de navires, parti dimanche de plusieurs ports européens à destination de Gaza. Accompagné de nombreuses personnalités, il transporte de l'aide humanitaire, essentiellement de la nourriture et des médicaments. Israël avait déjà arraisonné en toute illégalité un précédent voyage humanitaire au mois de juin. Des dockers du port de Gênes ont d'ores et déjà menacé de bloquer le transport de conteneurs en Europe si l'état d'Israël recommençait.

2500 professeurs manquent à l'appel

Douze millions d'élcoliers, de collégiens et de lycéens viennent de faire leur rentrée. À cette occasion, la encore ministre de l'Éducation nationale, Elisabeth Borne, a reconnu qu'il manquait l'équivalent de 2 500 professeurs dans les différents établissements. Un avant-goût des conséquences des économies prévues par Bayrou ?

VOTE DE CONFIANCE :
BAYROU ENGAGERA LA RESPONSABILITÉ
DE SON GOUVERNEMENT LE 8 SEPTEMBRE

